



Cotonou le 22 février 2024

KEYNOTE / STAKEHOLDER MEETING-SHM- KAS 2024

Thème annuel : Démocratie et Redevabilité

1- Il est tout naturel pour l'IAJP/Chant d'Oiseau de manifester son attachement à la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), qui de par son engagement technique se met au service de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Nous lui témoignons notre profonde gratitude pour l'accomplissement de devoir humain, de devoir capital grâce à un accompagnement financier et moral dont bénéficie notre Institut l'IAJP/CO, l'Institut des Artisans de Justice et de Paix depuis sa création le 22 décembre 1997. La KAS prend, à cœur, de s'engager aux côtés de la société civile ouest-africaine et des acteurs politiques en vue d'aider à asseoir des dynamiques démocratiques pouvant soutenir le développement intégral de l'homme et l'essor économique des pays en pleine fondation démocratique. Le programme Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest est plus que primordial en ce contexte de remise en cause institutionnelle et populaire de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Début 1990 et suivants ont été des espaces de quête démocratique pour plusieurs pays en Afrique, des pays qui avaient fait d'autres expériences politiques par le passé. Il est important de prendre en compte les échecs et les aspirations qui ont conduit à l'amorce d'un processus démocratique, sachant que la démocratie est en fait un très long cheminement de maturation de l'Etat de Droit. On ne peut donc pas, juste au bout de trois décennies remettre en cause la démocratie ! C'est-à-dire qu'on ne peut

pas remettre en cause un processus qu'on n'a pas fini d'installer dans les esprits, les cœurs et les habitudes. En France, par exemple, comparaison n'est pas raison. Le processus de démocratisation a commencé en 1789, avec la célèbre révolution française. Il s'agit là d'un processus de plus de deux siècles avec une certaine solidité institutionnelle, mais qui est remise en cause, dans la praxis, au niveau des rapports de force et de la réalité sociale. C'est justement cela qui a poussé le Président Emmanuel MACRON à conduire un grand dialogue citoyen en parcourant toute la France à la suite du phénomène appelé les « Gilets jaunes ». Durant les manifestations des « Gilets jaunes », dont j'ai été témoin oculaire, toutes les préfectures, symbole du pouvoir central, ont été attaquées, alors que les mairies, beaucoup plus proches des populations, ont été, en majorité, épargnées. D'où la distinction entre le pouvoir central et le pouvoir décentralisé en démocratie. La plupart des remises en cause en Afrique de l'ouest, épingle les crimes économiques et les péchés contre le développement commis par les acteurs politiques. En réalité, la naïveté est d'avoir pris la démocratie comme une panacée magique conduisant mécaniquement au développement, ce qui n'est pas tout à fait le cas. La démocratie comme régime politique mettant au cœur de sa réalité de gouvernance, le peuple et le citoyen ne s'oppose guère au capitalisme, ni au libéralisme, ni à l'industrialisation. Bien au contraire, la démocratie s'imbrique à l'économie ; crée un cadre propice au capitalisme inclusif, prudent et aux efforts de développement intégral de l'homme. Par ailleurs, la démocratie est l'un des critères de l'aide au développement. Un autre exemple, l'Allemagne a commencé sa marche démocratique après la deuxième guerre mondiale dans un contexte de très grande précarité comme d'autres pays européens.

2- Les critiques formulés à tort contre la démocratie soulèvent la question de l'espérance placée en elle, comme si elle était une personne vivante alors qu'elle ne saurait être effective ou opérationnelle sans le mécanisme correct des institutions, la bonne volonté du personnel politique et la veille citoyenne du peuple. Sans le

graissage de ces éléments constitutifs de son moteur, la démocratie n'est qu'une coquille vide. L'image de la coquille vide entrevoit la problématique de la redevabilité.

3- *La redevabilité correspond au contrôle du pouvoir qui s'exerce au sein de l'Etat et de la société, avec l'obligation pour le responsable d'expliquer ses décisions et le devoir pour les instances de contrôle d'honorer les bonnes prestations, de sanctionner les abus de pouvoir et les malversations. La redevabilité nécessite une définition claire des fonctions, tâches et règles de fonctionnement des institutions publiques et privées. La décentralisation et la gouvernance locale impliquent un changement au niveau des relations de redevabilité puisque cette dernière a lieu désormais vers le haut, soit des autorités locales vers l'autorité nationale. Parallèlement, la redevabilité vers le bas, vers les citoyens locaux, est un aspect tout aussi crucial de la gouvernance locale et de la décentralisation.*¹**Olsen. H. (2007).**

J'ajoute aussi comme enjeu crucial le caractère **redevable de la démocratie**, la démocratie doit être redevable au peuple. Dans *l'Administration politique*, l'obligation de rendre compte doit être sacrée, et sans elle tous les moyens de développement sont compromis. *La redevabilité engage la responsabilité du dirigeant pendant et après son mandat à la tête de son pays. Or, la plupart des dirigeants africains règnent comme s'ils n'avaient de comptes à rendre à personne, [...].* — **(Pierre Ndoumaï, *Indépendance et néocolonialisme en Afrique : Bilan d'un courant dévastateur*, page 52, 2011).**

4- Que retenir donc : la redevabilité s'impose à la démocratie comme étant l'entretien et la maintenance nécessaires au bon fonctionnement économique et démocratique. La redevabilité engage plusieurs déterminants que sont :

¹Cf. <https://cooperation-concept.net/glossary/redevabilite-2/#:~:text=La%20redevabilit%C3%A9%20correspond%20au%20contr%C3%B4le,sanctionner%20les%20abus%20de%20pouvoir.>

- L'éducation, l'instruction et la formation du peuple comme clés de développement
- La volonté politique et la conscience patriotique du personnel politique
- L'ingratitude et l'intégrité des personnalités membres des institutions de contre-pouvoir nommés par le Président de la République et les membres du Bureau de l'Assemblée Nationale
- Un système judiciaire impartial, juste, crédible et éducatif, et non uniquement punitif
- La lutte contre la corruption, le clientélisme, le népotisme, la politisation, la polarisation et l'impunité
- La mise en place de politiques publiques équilibrées et étendues à tout le territoire national sans esprit de régionalisme. Malheureusement, le désenclavement d'une région est guidé parfois sinon souvent par le régionalisme et les dividendes électoralistes.
- Une décentralisation effective et autonomisée avec des moyens avérés de développement au plan local
- Le contrôle de l'action gouvernemental et l'efficacité salubre des organes de contre-pouvoir
- Un secteur économique sous-tendu par un réel effort d'industrialisation, c'est-à-dire la transformation des matières premières sur place (un grand défi pour toute l'Afrique).

Ces déterminants ou huiles de motricité, qui sont nécessaires à la redevabilité et indispensables pour une « démocratie redevable », doivent impérativement et constamment contribuer à la bonne santé de la démocratie. Il revient donc d'agir sur ces différents leviers, au lieu de contester la démocratie ou de la compromettre à l'aide des coups de force militaire ou institutionnel. La démocratie offre plusieurs atouts et possibilités pour amorcer un développement appelé à être déployé au fil du temps et des générations.

5-Pour finir, il est à noter que les Etats Unies, le Canada, et l'Europe, en général, se battent, de jour en jour, pour oxygéner leur démocratie qui est à bout de souffre, par contre les pays africains se situant encore à une étape de fondation de la démocratie, la remet déjà en cause. Ils la remettent ainsi en cause à une étape initiatique, à une étape basique, à une période d'apprentissage et à une période de socialisation. Toute remise en cause de la démocratie porte des germes de dictature, d'autoritarisme, d'exclusion, de privation de certaines libertés, de violation des droits de l'homme et de la confiscation du pouvoir. Rien ne peut justifier légitimement tout cela, même si parfois le coup de force militaire est une libération. Mais ce dernier, c'est-à-dire le coup d'Etat, peut faire plonger dans l'incertitude ou le chaos (le cas de la Lybie et de certains pays du printemps arabe), ou bien il devient une étape transitoire vers un nouvel apprentissage démocratique. Que vaut un Etat sans une alternance crédible au sommet de l'exécutif, sans les droits de l'homme, sans un développement à visage humain et sans une économie inclusive ? Il y a en Afrique une certaine dénaturalisation systématique et sismique de la démocratie à des fins claniques, mercantilistes, privatistes, exclusives, caporaliste... Je pense au style de démocratie hybride, de démocratie monarchique, de démocratie autoritaire, de démocratie-prébende, de démocratie-exclusive et de la démocrature. Nous devons donc continuer le travail de formation des consciences et de plaidoyer en dénonçant le mal et en encourageant le bien. Voilà le travail que fait l'IAJP/CO pour que le Bénin retrouve les standards normaux et internationaux de la démocratie.

Abbé Éric AGUENOUNON
Directeur de l'IAJP/CO